

FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE

Explosion du chômage, plans d'austérité, réformes structurelles, réduction des services publics, mise à mal du droit du travail... Quand la financiarisation de l'économie met l'Europe en crise, les peuples et les salariés en paient le prix fort.

Profitant de la baisse de l'euro et du pétrole, mais aussi en écrasant les salaires et en comprimant l'emploi, les grands groupes ont explosé leur niveau de profits au premier trimestre de l'année 2015. Loin de s'en servir pour augmenter l'investissement productif, ils usent de cette manne pour choyer encore davantage les marchés financiers. Le théorème de la pensée libérale qui voudrait que « les profits d'aujourd'hui financent l'investissement de demain qui seront les emplois d'après demain » ne repose sur aucune réalité établie, bien au contraire... On voit un peu partout la même logique de réduction des coûts et des emplois.

C'est bien cette courbe ascendante du capital qui pose problème

Une part de plus en plus grande de la valeur ajoutée, c'est-à-dire des richesses créées par les salariés, est mobilisée pour rémunérer les détenteurs de capitaux, sous la forme d'intérêts d'emprunt des entreprises, et de plus en plus souvent sous la forme de revenus distribués. Depuis trente ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée reste à peu près stable. Par contre, celle des revenus distribués, notamment les dividendes versés aux actionnaires, est en hausse constante. Aussi, l'environnement politique économique et social dans lequel nous évoluons depuis ces dernières années nous est hostile... et nos entreprises de l'énergie n'y coupent pas y compris lorsque l'Etat y est un actionnaire prédominant.

La rentabilité à court terme prime sur tout le reste

Nous sommes dans la logique de marché dans lequel tous les grands groupes se font une concurrence féroce : c'est à qui deviendra le leader d'une transition énergétique réussie. Réorganisations internes, plans d'économies, intensification du travail, réductions d'effectifs... tous les mauvais coups sont pour les salariés. Trop souvent, les inflexions des groupes sont dictées par des préoccupations économiques et non par les enjeux écologiques. Ainsi, il est question d'acquisition, de fusion, de dépréciations d'actifs, de ventes ; c'est la recherche d'une rentabilité à court terme qui amène les entreprises à se transformer y compris dans leur cœur de métier : Total se lance dans la production d'électricité et de gaz, Engie déserte l'exploration production du gaz... et tous se positionnent sur le marché des énergies renouvelables, pourtant déjà en surcapacité et qui reçoit chaque année, en Europe, plus de 50 milliards de subventions.

Quels moyens avons-nous pour inverser la tendance et faire en sorte que l'Humain prime sur la finance ?

Il faut construire un autre discours que celui du fatalisme, en l'ancrant plus fortement dans les aspirations du monde du travail. L'objectif de la CGT est de revenir sur la libéralisation du secteur et d'organiser une réappropriation publique des entreprises, afin de mettre en cohérence les filières industrielles pour faire face aux défis du futur. C'est une logique à l'opposé de celle de la concurrence. C'est celle des solidarités, des complémentarités, de l'efficacité d'un secteur énergétique pour répondre aux besoins et élever l'ensemble des garanties sociales des salariés vers le haut.

Plus de pouvoirs démocratiques donnés aux salariés pour intervenir dans les stratégies des entreprises et transformer leur gestion !

Les cadres peuvent-ils encore défendre un point de vue sur les choix de l'entreprise ? Ils sont nombreux à devoir faire passer des consignes auxquelles ils ne croient plus ou porter des objectifs qu'ils ne considèrent pas réalistes. La résignation, la mutation ou la démission comme seule alternative ? Non bien sûr. C'est pourquoi l'Ufict-CGT revendique le droit d'expression dans l'entreprise, en proposant en particulier que celui-ci soit garanti lors des réunions professionnelles. Donner la possibilité de s'exprimer librement sur l'organisation du travail, les projets et les choix stratégiques de l'entreprise, d'élaborer collectivement les objectifs en discutant des incidences prévisibles avec les moyens nécessaires. Pour permettre cette expression collective dans l'organisation du travail, les salariés, notamment les cadres, ont besoin d'espaces d'expressions libres pour débattre de leur travail, du contenu et de son organisation.

La CGT milite pour de nouveaux droits citoyens et a combattu le projet de directive « secret des affaires » qui menace gravement la liberté d'expression dans les entreprises et la capacité des citoyens à accéder aux informations sur les conséquences sociales, environnementales ou sanitaires des pratiques des entreprises.